

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
30 Rue Albert Einstein CS 90448
13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Aix-en-Provence, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SOCOVA SAS

100 Route d'Eyguières
13560 Sénas

Références : D-2025-0153
Code AIOT : 0006400911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2025 dans l'établissement SOCOVA SAS implanté 100 route d'Eyguières 13560 Sénas. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOVA SAS
- 100 route d'Eyguières 13560 Sénas
- Code AIOT : 0006400911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADI SOCOVA est autorisée à exploiter une usine de fabrication de tubes soudés sur la commune de Sénas (13560), par arrêté préfectoral du 14 novembre 2001.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 3	Sans objet
3	Plan de prélèvements	AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 4.1	Sans objet
4	Résultats d'analyses	AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 4.2	Sans objet
5	Résultats d'analyses	AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 4.4	Sans objet
6	Gestion des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 6	Sans objet
7	Situation administrative	Lettre du 24/01/2025	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un déversement accidentel d'une émulsion, le CONDATUB SL 498, s'est produit le 20 janvier 2025 sur le site de l'usine de fabrication de tubes soudés exploitée par la société ADI SOCOVA à Sénas, dans le bassin Est des eaux pluviales puis au point de rejet dans le milieu récepteur, le canal des Alpilles vers la Durance.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été notifié le 24 janvier 2025 à l'encontre de la société ADI SOCOVA.

L'objet de la visite de l'inspection des installations classées réalisée le 7 mars 2025 était de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté susvisé.

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée lors de l'inspection. L'exploitant a répondu aux prescriptions attendues post-pollution et a transmis les justifications au fil de l'eau.

Il est prévu la notification d'un arrêté préfectoral complémentaire en vue de mettre à jour la situation administrative du site et de renforcer la surveillance des eaux pluviales avant rejet vers le canal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : 2.1 - L'exploitant est tenu de procéder aux mesures immédiates suivantes : <ul style="list-style-type: none"> mettre en sécurité les installations du site à l'origine du rejet de CONDATUB SL 498 non conforme dans le milieu naturel, notamment au niveau des réseaux et du bassin de rétention côté canal d'une capacité minimale de 237 m³. Il s'assure à cet effet que les équipements ayant contenu le produit rejeté accidentellement sont isolés du milieu naturel et que l'ensemble des dispositifs de confinement sont opérationnels et efficaces (équipements et vannes étanches, barrages, etc.) ; prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute pollution du milieu et plus particulièrement éviter la contamination des sols au niveau de la fuite suspectée dans les réseaux sous la dalle béton de l'usine, au niveau de la tronçonneuse (la ligne T4), de la

nappe phréatique et des eaux superficielles du point de rejet dans le canal des Alpilles et la Durance, notamment par le nettoyage des zones impactées et des réseaux empruntés par les effluents contaminés. L'exploitant dispose des moyens nécessaires pour procéder aux opérations de curage/pompage dans les meilleurs délais ;

- contrôler avant remise en service les équipements ayant été concernés par la fuite (bassin, buses, tuyauteries, vannes, instrumentation, etc.). Ces équipements ne sont remis en service que lorsque les causes de la fuite sont identifiées, les mesures correctives mises en place et l'ensemble des contrôles prévus par la réglementation pour garantir son intégrité et son aptitude aux services ont été réalisés ;
- mettre en place des mesures conservatoires immédiates visant à caractériser la nature des rejets et surveiller l'impact de l'évènement sur l'environnement ;
- transmettre à l'Inspection des installations classées les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne. Notamment, ces rapports et éléments sont à transmettre sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

2.2 - L'exploitant informe régulièrement l'Inspection des installations classées des mesures prises pour respecter les dispositions de l'article 2.1 du présent arrêté.

Constats :

Suite au constat de l'incident survenu le 20/01/25 sur le site de SOCOVA, l'exploitant a immédiatement stoppé son activité et fermé les vannes afin d'éviter toute contamination supplémentaire. Un ballon obturateur a été positionné au niveau du point de rejet dans le bassin de rétention Est, côté canal, afin de stopper la pollution vers le milieu naturel, le canal des Alpilles.

L'exploitant a mandaté la société AX'EAU pour confirmer l'origine de la fuite présumée et le produit rejeté. Il s'agit d'une rupture de canalisation défectueuse souterraine du réseau d'émulsion au niveau de la tronçonneuse (ligne T4). L'émulsion déversée est un mélange d'eau (95%) et d'huile soluble (5%), le CONDATUB SL 498. L'exploitant a estimé que le volume maximal d'émulsion déversée dans le bassin puis dans le canal est d'environ 4 m³ composé de 0,7% d'huile soluble.

Plusieurs opérations de pompage, curage et nettoyage du bassin et du canal ont été réalisées par la société TEP pour excaver les eaux contaminées par camion-citerne et remettre en conformité le réseau pluvial et le bassin où la fuite s'est déversée. Les regards du canal ont également été pompés et nettoyés.

Des analyses ont été faites sur les eaux souterraines du site, l'eau du bassin et le canal. Les résultats se sont révélés conformes.

La canalisation endommagée a été isolée et un nouveau tronçon de la ligne T4 a été créé par voie aérienne par la société AIR POWER. Il est prévu au cours du 1^{er} semestre 2025 le remplacement des deux autres lignes de production (T2 et T5) par un même système de réseau aérien et sécurisé pour les employés. Des tests sous pression du réseau ont été réalisés et se sont révélés concluants.

Pour le redémarrage de l'activité, un système de contrôles journaliers de l'eau du bassin a été mis en place à l'aide d'un réfractomètre avant d'effectuer la vidange manuellement. Un dispositif de mesures d'hydrocarbures sera installé les prochaines semaines. Le ballon obturateur reste en place afin d'isoler l'eau du bassin du canal.

En complément des travaux correctifs et préventifs, les procédures et consignes d'exploitation et de sécurité seront mises à jour courant 2025 avec notamment :

- le renforcement des formations du personnel, et plus particulièrement liées aux situations

- d'urgence et aux produits chimiques ;
- l'amélioration des contrôles périodiques ;
- la mise en place de la norme ISO 14001.

Après une dernière phase de tests et de surveillance du bassin réalisée du 26 au 28/02/25, le site a redémarré son activité le 03/03/25. Les premiers retours des salariés sont positifs concernant notamment la remise en état du réseau par voie aérienne.

L'exploitant a régulièrement transmis à l'inspection les justifications liées aux mesures prises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

Prescription contrôlée :

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis une fiche de notification et d'incident le 28/01/25 au préfet et à l'inspection des installations classées. Cette fiche a été complétée par la transmission du rapport d'incident le 10/02/25 comprenant notamment :

- les circonstances détaillées et la chronologie de l'incident ;
- la fiche de données de sécurité du produit rejeté, le CONDATUB SL 498 ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident ;
- le rapport d'analyse des causes profondes ;
- les mesures prises ou envisagées pour atténuer les effets environnementaux et sanitaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de prélèvements

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Elaboration d'un plan de prélèvements

Prescription contrôlée :

La société ADI SOCOVA élabore et transmet à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements de l'impact environnemental et sanitaire du sinistre selon les modalités décrites ci-après, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Ce plan comporte notamment :

- un état des lieux concernant le ou les termes sources du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés par l'accident ;
- une évaluation de la nature ainsi que des quantités de produits et de substances de décomposition susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement notamment dans les sols, la nappe phréatique, au niveau du point de rejet vers le milieu récepteur, dans le canal des Alpilles et la Durance, compte-tenu des conditions de développement de l'accident ;
- un inventaire des cibles potentielles exposées aux conséquences du sinistre ;

- un schéma conceptuel représentant les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation ;
- la détermination des zones maximales d'impact au regard des enjeux en présence ;
- une proposition de plan de prélèvements conservatoires dans les matrices identifiées comme étant pertinentes au regard des points précédents est élaboré. Ce plan :
 - précise la fréquence de prélèvements et la durée de mise en œuvre ;
 - prévoit également des prélèvements dans une zone témoin non impactée par le sinistre ;
- la justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions aqueuses du sinistre.

Le plan de prélèvements défini au présent article est mis en œuvre après consultation de l'inspection des installations classées et de la police de l'eau dans un délai de 20 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a exposé oralement son plan de prélèvements avec les premiers éléments liés et transmis au fil de l'eau. Il a notamment rappelé :

- la quantité et la nature du produit déversé (soit un volume maximal de 4 m³ d'émulsion composée à 0,7% d'huile soluble - le CONDATUB SL 498) ;
- l'analyse des causes et des conséquences potentielles de l'accident ;
- les actions correctives et préventives ;
- les résultats d'analyse des eaux souterraines et de surface.

L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de prélèvements le 18/03/2025.

En conclusion, il est prévu une surveillance de la qualité des eaux du bassin Est, à raison d'une analyse par mois sur une année, en plus de l'analyse annuelle stipulée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/11/2001. Les paramètres surveillés seront identiques à ceux indiqués à l'article 4.1.3 - E de l'arrêté préfectoral susvisé. Le déversement des eaux du bassin vers le milieu naturel ne pourra se faire que si les analyses sont conformes aux normes de rejets stipulés par arrêté préfectoral.

Un arrêté préfectoral complémentaire sera notifié pour encadrer la surveillance post-accident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Résultats d'analyses

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 4.2

Thème(s) : Produits chimiques, Transmission des résultats d'analyses à l'IIC

Prescription contrôlée :

Les résultats des analyses effectuées sont communiqués par l'exploitant à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la police de l'eau au fur et à mesure de leur disponibilité.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports d'analyses relatifs aux prélèvements effectués :

- le 21/01/25 dans l'eau du bassin impacté - rapport de la société BUREAU VERITAS du 27/02/25 ;
- le 27/01/25 dans l'eau du canal - rapport du laboratoire CARSO édité le 07/02/25 ;

- le 30/01/25 dans les eaux souterraines au niveau des deux forages du site (mas et usine) - rapport de la société BUREAU VERITAS édité le 30/01/25 ;
- le 28/01/25 dans les eaux souterraines visant à vérifier la potabilité de l'eau - rapport du laboratoire CARSO édité le 07/02/25.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Résultats d'analyses

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Interprétation des résultats d'analyses

Prescription contrôlée :

Les résultats des prélèvements sont commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées.

Constats :

Les rapports d'analyses des eaux souterraines, du bassin et du canal susvisés au point de contrôle n°4 montrent des résultats inférieurs aux valeurs limites.

Les actions réactives menées, couplées aux caractéristiques du produit déversé (émulsion diluée à 95% d'eau / 5% d'huile) dans le bassin des eaux pluviales puis dans le canal, semblent avoir été efficaces pour limiter l'impact de l'accident sur l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/01/2025, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets liés au sinistre

Prescription contrôlée :

Un programme de gestion des déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre dans les filières autorisées.

[...]

Constats :

L'exploitant a mandaté la société TEP avec laquelle il a l'habitude de collaborer, pour :

- la vidange, le pompage et le curage du bassin Est où la fuite s'est propagée ;
- le pompage de l'eau du canal ;
- l'évacuation des eaux souillées et des boues huileuses vers un exutoire approprié.

L'inspection a consulté Trackdéchets et, par échantillonnage, les bordereaux de suivi des déchets liés à l'incident. Elle a notamment pu identifier trois exutoires :

- SOLOMAT-MEREX à Rognac ;
- VALORTEC à Rognac ;

- SPUR Environnement à Marseille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 24/01/2025

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative

Prescription contrôlée :

J'attire en particulier votre attention sur le(s) point(s) de contrôle suivant(s) pour le(s)quel(s) je vous demande de me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, dans les délais précisés ci-après et détaillés dans le rapport de visite d'inspection [...]

Rappel du rapport de visite d'inspection du 23/01/25 :

2-4) N°1 :

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

"L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance mettant à jour la situation administrative et les modifications potentielles du site depuis l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2001, sous un délai de 1 mois."

Constats :

L'exploitant a mandaté la société BUREAU VERITAS pour mettre à jour sa situation administrative suite à la réduction de son activité, l'arrêt de l'activité de galvanisation et les évolutions de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant a présenté un premier bilan de son classement. Il passerait respectivement sous les régimes de :

- l'enregistrement pour la rubrique 2560 ;
- la déclaration pour la rubrique 2925.

L'exploitant a transmis son dossier à l'inspection le 11/03/25.

Type de suites proposées : Sans suite